

La difficulté de reconstruire Haïti, ruiné par les crises depuis vingt ans

René Préal, le président élu le 7 février, hérite d'un pays où 80 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour

PORT-AU-PRINCE ENVOYÉ SPÉCIAL

Vainqueur de l'élection présidentielle du 7 février, René Préal hérite d'un pays sinistré. Cet agronome, qui fut président entre 1996 et 2001, parviendra-t-il à rompre le cercle vicieux de crises et de violences qui étrangle Haïti depuis vingt ans ?

Le nouveau chef de l'Etat a choisi de baptiser son parti « L'Espoir ». Pour le faire naître, il aura besoin d'une équipe solide et capable de calmer les antagonismes de la société haïtienne et de l'aide de la communauté internationale. Jusqu'à présent, la coopération étrangère – plus de 2,6 milliards de dollars depuis 1994 – a été largement gaspillée. La grande masse des déshérités n'en a guère vu les bénéfices et l'infrastructure d'Haïti est en ruines.

Au long de la chaotique « transition démocratique » qui a suivi la chute de la dictature des Duvalier en février 1986, les indicateurs de ce pays, le plus pauvre des Amériques, n'ont cessé de se dégrader. Près de 80 % de la population vit dans la pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour. L'extrême pauvreté (moins de 1 dollar par jour) touche près de 60 % des Haïtiens, dans les campagnes et dans les immenses bidonvilles qui ne cessent de grignoter le tissu urbain.

L'espérance de vie n'est que de 53 ans et Haïti est le pays le plus sévèrement touché par le sida après l'Afrique subsaharienne. La moitié de la population est analphabète et n'a pas accès à l'eau potable. La destruction des forêts, qui ne couvrent plus que 3 % du territoire, amplifie les désastres naturels. En septem-

bre 2004, la tempête tropicale Jeanne a tué plus de 3 000 personnes et dévasté les cultures de la plaine de l'Artibonite, le principal grenier d'Haïti.

Seulement 5 % des routes sont en bon état et environ 10 % de la population a accès au réseau électrique. Plus de la moitié de la population active est au chômage ou sous-employée. Le secteur informel, pour l'essentiel dans le petit commerce, représente plus de 90 % des emplois.

La marge de manœuvre du président élu est limitée par le Cadre de coopération intérimaire (CCI). Cet ambitieux programme a été défini par les bailleurs de fonds et le gouvernement provisoire au pouvoir depuis le départ en exil de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, en février 2004. Cinq mois plus tard, les principaux « amis » (Etats-Unis, Union européenne, Canada, France) et les institutions multilatérales (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement – BID) se sont engagés à apporter 1,1 milliard de dollars.

9 000 casques bleus

Selon la Banque mondiale, près de 780 millions de dollars ont été déboursés à la fin décembre 2005. Cette estimation est largement supérieure à celle du Fonds monétaire international (FMI), qui évalue à 235 millions de dollars l'aide internationale versée durant l'année fiscale allant d'octobre 2004 à septembre 2005. Le Brésil, qui a pris le commandement des quelque 9 000 casques bleus déployés en Haïti, et le responsable civil de la Mission des Nations unies pour



Soldats brésiliens de l'ONU en mission à Port-au-Prince. THONY BELIZAIRE/AFP

la stabilisation en Haïti (Minus-tah), Juan Gabriel Valdés, se sont, à plusieurs reprises, plaints de la lenteur des décaissements de l'aide internationale.

La vague de violences déclenchée à partir d'octobre 2004 par les partisans de l'ex-président Aristide a retardé le lancement de plusieurs projets. La lourdeur des procédures bureaucratiques des institutions internationales est pointée du doigt par plusieurs responsables haïtiens. Une partie importante des fonds décaissés en « assistance technique » a servi à financer des missions d'experts souvent redondantes.

Alors que les habitants de Cité Soleil et d'autres bidonvilles s'enfoncent dans la misère et la violence, la BID a, par exemple, signé en novembre 2005 un projet d'« Appui à l'évaluation du Programme de réhabilitation urbaine ». La tâche des consultants est ainsi fixée : définition des critères d'évaluation ; élaboration d'une méthodologie ; formulation du plan de collecte de données et exécution des tâches de validation.

De nouveau réunis à Washington le 21 février, les principaux bailleurs de fonds ont proposé aux autorités haïtiennes issues des élections d'évaluer le CCI et de l'étendre jusqu'à la fin de 2007 dans le cadre d'une « stratégie nationale de réduction de la pauvreté ». Durant sa campagne, M. Préal a mis l'accent sur la relance de l'agriculture pour endiguer l'exode rural. Réputé intègre, il s'est engagé à reconstruire l'Etat haïtien, en pleine déliquescence. Pour attirer les investisseurs, il entend rétablir la sécurité en renforçant la police, qui compte moins de 5 000 agents pour plus de 8,5 millions d'habitants, et la justice rongée par la corruption.

Présent en Haïti depuis 1982, l'ONG Action contre la faim (ACF) souligne que la malnutrition chronique est causée par le manque d'emplois et de revenus, alors que « la nourriture est disponible et les marchés souvent bien approvisionnés ». « Urgence silencieuse », le manque d'accès à l'eau potable pose un grave problème de santé publique, surtout chez les enfants. « L'Etat haïtien a souvent manqué de volonté ou de capacité administrative pour gérer l'aide internationale », constate ACF. « Cette aide s'est souvent évaporée avant d'atteindre les plus vulnérables », ajoute l'ONG, qui dénonce « une corruption endémique et une gouvernance défailante ». ■

JEAN-MICHEL CAROIT

POUR EN SAVOIR PLUS

« Breaking the Conflict Trap », rapport de la Banque mondiale 2003, 220 p., Ed. Oxford University.

Rapport sur la sécurité humaine 2005 (www.humansecurityreport.info).

Site du PNUD (undp.org).

Revue Security dialogue, numéro spécial, volume 36, n° 4, décembre 2005 Sagepublications.